

**Art. 33.** Indien de erkenning wordt ingetrokken, kan de aanvrager niet eerder dan twaalf maanden na de datum van kennisgeving van de intrekking een nieuwe erkenningsaanvraag indienen, tenzij hij aantonen kan dat de reden voor de intrekking niet langer bestaat.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen.*

**Art. 34.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 inzake de systematische opsporing van doofheid bij pasgeborenen in de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

**Art. 35.** Het referentiecentrum en het centrum voor geïnformateerde gegevensverzameling die erkend zijn door de Regering van de Franse Gemeenschap in het kader van het vorige programma dat is opgenomen in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 inzake de systematische opsporing van doofheid bij pasgeborenen in de Franse Gemeenschap, behouden hun erkenning tot die vervalt. Wanneer deze vervalt, kan het referentiecentrum de erkenning vernieuwen volgens de procedure beschreven in dit besluit.

De aan elk centrum toegekende subsidies worden voor de rest van de erkenningsperiode samengevoegd tot één subsidie die wordt toegekend aan het referentiecentrum en die de opdrachten van referentiecentrum en centrum voor de verzameling van computergegevens dekt.

**Art. 36.** Ziekenhuisinstellingen die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit een verklaring op eer hebben ondertekend en het programma uitvoerden, blijven hun opdrachten uitvoeren.

**Art. 37.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

**Art. 38.** De Minister van Gezondheid en Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/002073]

**21 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 19 octobre 2023 relatif au subventionnement de repas complets, gratuits, sains et durables au sein des établissements scolaires d'enseignement fondamental ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 19 octobre 2023 relatif au subventionnement de repas complets, gratuits, sains et durables au sein des établissements scolaires d'enseignement fondamental ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 21 novembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 novembre 2023 ;

Vu les différentes concertations avec le Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française, Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs du 8 janvier 2023 ainsi qu'avec le Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné du 10 janvier 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 29 janvier 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.482/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 1<sup>er</sup> février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Egalité des Chances ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> Services du Gouvernement : la cellule de lutte contre la pauvreté ;

2<sup>o</sup> Décret : le décret du 19 octobre 2023 relatif au financement de repas complets, gratuits, sains et durables au sein des établissements scolaires d'enseignement fondamental ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

CHAPITRE 2. — *De la procédure relative au subventionnement*

**Art. 2.** En application de l'article 3 du décret et sans préjudice de l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, dudit décret, les Services du Gouvernement reçoivent les dossiers de candidature visés à l'article 7 du décret et procèdent à un examen de recevabilité sur base des critères visés aux articles 2 et 8 du décret.

Les dossiers incomplets ou introduits hors délai sont déclarés irrecevables.

**Art. 3.** La grille d'appréciation de l'éligibilité et de la qualité des projets visée à l'article 14 du décret est basée sur les critères et orientations des articles 10 et 11 du décret et permet de s'assurer que ceux-ci sont rencontrés.

La grille d'appréciation de l'éligibilité et de la qualité des projets est annexée au présent arrêté.

Après l'examen de la recevabilité tel que prévue à l'article 2 du présent arrêté, les candidatures sont évaluées au regard de leur respect de la grille d'appréciation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 4.** Les Services du Gouvernement se prononcent sur la recevabilité et l'éligibilité des dossiers de candidature au plus tard pour le 1<sup>er</sup> mai.

Les Services du Gouvernement notifient leur décision de rejet des dossiers non recevables et non éligibles aux pouvoirs organisateurs concernés dans les 7 jours.

Les dossiers recevables et éligibles sont ensuite examinés au regard de l'article 15 du décret.

Cette sélection est réalisée par les Services du Gouvernement au plus tard pour le 15 mai et est transmise le même jour au Ministre qui a l'égalité des chances dans ses attributions.

**Art. 5.** En application de l'article 17 du décret, le rapport d'activité est mis à disposition du pouvoir organisateur ou de l'établissement scolaire durant le deuxième trimestre de l'année scolaire subventionnée.

Le rapport d'activités comprend une analyse qualitative et quantitative du déroulement du projet, en ce compris dans ses aspects éducatifs et de durabilité.

Le rapport comprend également un tableau reprenant la référence des documents comptables permettant de vérifier le bon usage du financement et la réalité des frais encourus. Ces documents sont joints au rapport d'activité et sont tenus à disposition de l'Administration pour contrôle, le cas échéant.

**Art. 6.** En application de l'article 17 du décret, la vérification du rapport d'activité mentionné à l'article 5 du présent arrêté est opérée par les Services du Gouvernement.

Les documents liés au rapport d'activité sont tenus à disposition des Services du Gouvernement, qui, en plus du rapport d'activité en ligne, se réservent le droit d'exiger la transmission de tous les documents justificatifs qu'ils estiment nécessaire à l'établissement du financement définitif.

Une visite de contrôle des établissements scolaires financés dans le cadre du décret et du présent arrêté peut également être réalisée par les Services du Gouvernement et par la Direction de l'Enseignement obligatoire du Ministère de la Communauté française pour s'assurer de la bonne utilisation du financement.

**Art. 7.** En application de l'article 3 du décret, au plus tard pour le 30 septembre, l'administration engage et liquide une première tranche de 60 % du financement vers l'école du pouvoir organisateur retenue.

Les justificatifs et le rapport d'activités selon le contenu défini à l'article 5 du présent arrêté doivent être rentrés pour le 31 octobre auprès des Services du Gouvernement.

Au terme de l'année scolaire, le pouvoir organisateur remplit le rapport d'activités en ligne visé à l'article 5 qui lui sera fourni durant le deuxième trimestre 2024.

La vérification est opérée par les Services du Gouvernement.

Le financement définitif est liquidé au plus tard pour le 31 décembre de l'année qui suit sur base des justificatifs et du rapport d'activités vérifiés.

Dans la mesure où les montants ne sont pas justifiés en tout ou en partie, une récupération est opérée.

**Art. 8.** Les orientations visées à l'article 10 du décret sont évaluées par le Service des Politiques publiques du Ministère de la Communauté française en collaboration avec les services de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, sur base notamment du contenu du rapport d'activité prévu à l'article 6 du présent arrêté et des éléments d'analyse fournis par l'Administration.

Une analyse complémentaire peut être sollicitée auprès de prestataires externes mandatés par le Gouvernement de la Communauté française.

### CHAPITRE 3. — *Dispositions transitoires*

**Art. 9.** Par dérogation à l'article 4, pour l'année scolaire 2024-2025, les Services du Gouvernement se prononceront sur la recevabilité et l'éligibilité des dossiers de candidature, au plus tard, pour le 22 mai 2024.

Pour l'année scolaire 2024-2025, la date retenue pour la sélection réalisée par les Services du Gouvernement est, au plus tard, le 29 mai 2024.

Cette sélection est transmise le même jour au Ministre qui a l'égalité des chances dans ses attributions.

### CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2024.

**Art. 11.** Le Ministre de l'Égalité des chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget,  
de la Fonction publique, de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

### **Rapport au gouvernement**

Le présent arrêté du Gouvernement de la Communauté française est adopté en exécution du décret du 19 octobre 2023 relatif au financement de repas complets, gratuits, sains et durables au sein des établissements scolaires d'enseignement fondamental ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Dans le cadre du financement de repas complets, gratuits, sains et durables au sein des établissements scolaires d'enseignement fondamental ordinaire ou spécialisé, il est apparu nécessaire que le Gouvernement puisse préciser les modalités relatives au dépôt, au traitement et à l'analyse des dossiers de candidature.

Chaque année pour le 15 avril au plus tard, un pouvoir organisateur peut solliciter un financement pour l'année scolaire suivante et rendre son dossier auprès des services du Gouvernement de la Communauté française.

Les dossiers ainsi introduits auprès des services du Gouvernement sont soumis à un premier examen de recevabilité au regard des articles 2 et 8 du décret du 19 octobre 2023.

Il s'agit ainsi d'appliquer un premier traitement des dossiers relativement, d'une part, à l'appartenance des établissements scolaire candidats aux classes 1 à 5 et, d'autre part, à la complétude des dossiers en termes de pièces et documents.

Les dossiers jugés recevables à ce stade passent ensuite à un examen d'éligibilité.

L'examen d'éligibilité des dossiers se fait sur base d'une grille d'analyse qui reprend les critères énoncés aux articles 10 et 11 du décret du 19 octobre 2023.

Pour les dossiers non éligibles et non recevables, les pouvoirs organisateurs concernés sont informés dans les 7 jours par les services du Gouvernement.

Les dossiers jugés recevables et éligibles passent ensuite à un troisième examen sur base de l'article 15 du décret du 19 octobre 2023, relatif d'une part aux crédits budgétaires disponibles et d'autre part à la nécessaire répartition géographique des financements octroyés.

Les dossiers retenus aux termes de ces trois étapes d'analyse sont transmis par les services du Gouvernement au Gouvernement pour approbation définitive.

S'il est apparu nécessaire de pouvoir détailler et clarifier la procédure d'analyse des candidatures et d'attribution des financements, il est également opportun de détailler d'avantage les modalités de liquidation et de contrôle liées à ces financements.

L'octroi du solde du financement est basé sur la remise d'un rapport d'activité dont le contenu est précisé.

Une possibilité est également ouverte aux services du Gouvernement de demander d'autres documents utiles à la bonne vérification de l'affectation des financements. Une possibilité de visite des établissements scolaires est également instaurée pour vérifier sur le terrain la bonne utilisation des financements.

Pour l'année 2024, qui sera la première année de mise en œuvre du décret du 19 octobre 2023 et de ses modalités d'exécution, des dispositions transitoires sont d'application afin d'octroyer un délai supplémentaire tant aux pouvoirs organisateurs qu'aux services du Gouvernement dans le dépôt, le traitement, et l'analyse des dossiers.



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

Deuxième chambre

-----

La demande d'avis introduite le 29 janvier 2024 par le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement de la Communauté française, sur un projet d'arrêté 'portant exécution du décret du 19 octobre 2023 relatif au [subventionnement] de repas complets, gratuits, sains et durables au sein des établissements scolaires d'enseignement fondamental ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française', portant le numéro 75.482/2 du rôle de la section de législation du Conseil d'État, a été rayée du rôle le 1<sup>er</sup> février 2024, conformément à l'article 84, § 5, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/002073]

**21 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 19 oktober 2023 betreffende de financiering van volledige, gratis, gezonde en duurzame maaltijden in scholen voor gewoon of gespecialiseerd basisonderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 19 oktober 2023 betreffende de financiering van volledige, gratis, gezonde en duurzame maaltijden in scholen voor gewoon of gespecialiseerd basisonderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 november 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 november 2023;

Gelet op de verschillende raadplegingen met het onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap, Wallonie Bruxelles Enseignement en de federaties van inrichtende machten van 8 januari 2023 alsook met het onderhandelingscomité van sector IX, van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II en het onderhandelingscomité voor het statuut van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs van 10 januari 2023;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 29 januari 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.482/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 1 februari 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van voor Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Diensten van de Regering : cel voor de strijd tegen armoede ;

2° Decreet : het decreet van 19 oktober 2023 betreffende de financiering van volledige, gratis, gezonde en duurzame maaltijden in scholen voor gewoon of gespecialiseerd basisonderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK 2. — *Procedure betreffende de subsidiëring*

**Art. 2.** Overeenkomstig artikel 3 van het decreet en onverminderd artikel 6, eerste lid, van het betrokken decreet ontvangen de Diensten van de Regering dossiers van kandidaten bedoeld in artikel 7 van het decreet en onderzoeken ze de ontvankelijkheid ervan op basis van de criteria bedoeld in de artikelen 2 en 8 van het decreet.

Dossiers die onvolledig zijn of na de uiterste datum worden ingediend, worden niet-ontvankelijk verklaard.

**Art. 3.** Het beoordelingsschema voor subsidiëring en kwaliteit van projecten bedoeld in artikel 14 van het decreet is gebaseerd op de criteria en oriëntaties van de artikelen 10 en 11 van het decreet en zorgt ervoor dat hieraan wordt voldaan.

Het beoordelingsschema voor subsidiëring en kwaliteit van projecten wordt bij dit besluit gevoegd.

Na onderzoek van de ontvankelijkheid zoals voorzien in artikel 2 van dit besluit, worden de kandidaturen beoordeeld op hun overeenstemming met het beoordelingsschema bedoeld in het eerste lid.

**Art. 4.** De Diensten van de Regering beslissen uiterlijk op 1 mei over de ontvankelijkheid en de subsidiëring van aanvraagdossiers.

De Diensten van de Regering delen hun beslissing tot afwijzing van niet-ontvankelijke en niet-in aanmerking komende dossiers binnen de 7 dagen mee aan de betrokken inrichtende machten.

Vervolgens worden de ontvankelijke en in aanmerking komende dossiers onderzocht in het kader van artikel 15 van het decreet.

Deze selectie wordt uiterlijk op 15 mei uitgevoerd door de Diensten van de Regering en dezelfde dag doorgegeven aan de minister die belast is met gelijke kansen.

**Art. 5.** Overeenkomstig artikel 17 van het decreet wordt het activiteitenverslag tijdens het tweede kwartaal van het gesubsidieerde schooljaar ter beschikking gesteld van de inrichtende macht of van de schoolinrichting.

Het activiteitenverslag bevat een kwalitatieve en kwantitatieve analyse van de voortgang van het project, inclusief de educatieve en duurzaamheidsaspecten ervan.

Het verslag bevat ook een tabel met de referenties van de boekhoudkundige documenten, waardoor het juist gebruik van de financiering en de werkelijkheid van de gemaakte kosten kunnen worden gecontroleerd. Deze documenten worden bij het activiteitenverslag gevoegd en worden, in voorkomend geval, ter inzage gegeven aan de Administratie.

**Art. 6.** Overeenkomstig artikel 17 van het decreet wordt het activiteitenverslag bedoeld in artikel 5 van dit besluit door de Diensten van de Regering gecontroleerd.

De documenten in verband met het activiteitenverslag worden ter beschikking gesteld van de diensten van de Regering die zich, naast het online activiteitenverslag, het recht voorbehouden om de overdracht te eisen van alle bewijsdocumenten die zijn noodzakelijk achten voor het vaststellen van de definitieve financiering.

Een inspectiebezoek aan schoolinrichtingen die worden gefinancierd in het kader van het decreet en dit besluit kan ook worden uitgevoerd door de Diensten van de Regering en door de Directie van het Leerplichtonderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap om het juiste gebruik van de financiering te garanderen.

**Art. 7.** Overeenkomstig artikel 3 van het decreet, uiterlijk op 30 september, legt de administratie een eerste schijf van 60% van de financiering vast en vereffent ze ook de bovenvermelde schijf ten gunste van de school van de geselecteerde inrichtende macht.

De bewijsstukken en het activiteitenverslag volgens de inhoud bepaald in artikel 5 van dit besluit moeten voor 31 oktober bij de Diensten van de Regering ingediend worden.

Aan het einde van het schooljaar vult de inrichtende macht het online activiteitenverslag bedoeld in artikel 5 in, dat haar in de loop van het tweede kwartaal van 2024 zal worden verstrekt.

De verificatie wordt uitgevoerd door Diensten van de Regering.

De definitieve financiering wordt uiterlijk op 31 december van het daaropvolgende jaar vereffend op basis van de bewijsstukken en het gecontroleerde activiteitenverslag.

Voor zover de bedragen geheel of gedeeltelijk niet gerechtvaardigd zijn, vindt een terugvordering plaats.

**Art. 8.** De oriëntaties bedoeld in artikel 10 van het decreet worden door de Dienst Openbaar Beleid van het Minister van de Franse Gemeenschap geëvalueerd in samenwerking met de diensten van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", met name op basis van de inhoud van het activiteitenverslag bedoeld in artikel 6 van dit besluit en de elementen van de analyse gegeven door de Administratie.

Een aanvullende analyse kan worden aangevraagd bij externe dienstverleners die door de Regering van de Franse Gemeenschap gemandateerd worden.

### HOOFDSTUK 3. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 9.** In afwijking van artikel 4, voor het schooljaar 2024-2025, beslissen de Diensten van de Regering over de ontvankelijkheid en de subsidiëring van dossiers van kandidaten en dit, uiterlijk op 22 mei 2024.

Voor het schooljaar 2024-2025 wordt de selectie uitgevoerd door de Diensten van de Regering ten laatste op 29 mei 2024 vastgesteld.

Deze selectie wordt dezelfde dag aan de Minister van Gelijke kansen doorgestuurd.

### HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2024.

**Art. 11.** De Minister van Gelijke kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting,  
Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN